

DOUANIERS EN LUTTES

Spécial 21 novembre 2013

Historique...!!



Près de 1600 douaniers venus de toute la France, se sont retrouvés devant bercy, pour exprimer leur colère...!



Comité d'accueil...



21 novembre 2013, MOBILISATION HISTORIQUE DES DOUANIERS !!

Les personnels des douanes se sont mobilisés massivement, dans un cadre intersyndical regroupant toutes les organisations syndicales représentatives douanières, pour défendre le service public des douanes et droits indirects face au plan stratégique dit « Douane 2018 ».

Avec près de 1 600 agent(e)s devant Bercy, soit près d'un agent(e) sur dix, et des taux de grévistes historiques dans les différentes directions régionales, cette mobilisation pour un véritable service public douanier renforce la dynamique initiée par le mouvement du 6 décembre 2012 et accentuée lors de la réunion des Etats généraux de la Douane en province et lors de la réunion nationale, le 18 septembre 2013, au Conseil économique, social et environnemental.

Au plus fort de la mobilisation, une délégation de l'intersyndicale a été reçue par le directeur adjoint de cabinet de Pierre Moscovici, François Adam, Hélène Crocquevieille et Francis Bonnet. Malheureusement les représentants des OS ont dû constater la fermeture absolue de leurs interlocuteurs à la revendication majeure des représentants du personnel à savoir un moratoire sur la mise en oeuvre du projet stratégique et la réalisation d'un état des lieux de la Douane intégrant les travaux des Etats généraux.

Cette rencontre a été l'occasion pour l'intersyndicale de rappeler que ce projet stratégique constitue la plus violente attaque de l'histoire contemporaine contre les moyens humains et financiers à disposition de la DGDDI et contre son cœur de métier traditionnel et nécessaire de protection de l'économie, des consommateurs et des citoyens.

Campant fermement sur leurs positions intransigeantes, les autorités administratives ont par ailleurs réaffirmé, au mépris de la mobilisation des personnels douaniers, que :

- la Douane pouvait perdre 400 emplois par an, au moins jusqu'en 2018, sans dommage majeur pour l'accomplissement des missions douanières,
- que la DGDDI était non prioritaire dans l'action de l'Etat et qu'elle devait donc contribuer plus que d'autres à la restauration des grands équilibres budgétaires,
- que les grandes orientations, à savoir principalement l'hyper-concentration des services, ne pouvaient être remises en cause,
- et enfin que le dialogue social est de bonne qualité en douane (SIC)....

Face à ce mur, l'intersyndicale propose d'amplifier notre mobilisation pour défendre le service public douanier et des droits indirects suivant des modalités que l'intersyndicale va présenter très rapidement.

Fiers d'être tous ensemble dans le combat essentiel pour la douane,

Les responsables de l'intersyndicale

Plusieurs centaines de douaniers se sont rassemblés aujourd'hui devant le ministère de l'Economie et des Finances, dans le cadre d'une journée de grève nationale pour réclamer davantage de moyens et dénoncer les suppressions de postes.

Le rassemblement, à l'appel de l'ensemble des syndicats de douaniers (CFDT-CGT-CFTC-FO-Solidaires-Unsa), a réuni "un petit millier" d'agents, selon un responsable syndical, les organisateurs espérant être plus nombreux dans l'après-midi, certains cars tardant à arriver depuis la province.

Les douaniers, chargés notamment de la lutte contre les fraudes et les trafics en tous genres, se mobilisent pour combattre le projet stratégique 2013-2018 de leur administration.

Ce projet, "sorti du bois la semaine dernière", selon Philippe Bock (Solidaires), prévoit "en filigrane" de poursuivre les suppressions de postes et de réduire les activités de contrôle des agents.

"On sent que leur vision, c'est encore d'enlever au minimum 2.000 emplois dans le cadre du projet stratégique, et plus si affinités", a-t-il déclaré à l'AFP, les syndicats rappelant que l'Hexagone compte quelque 16.500 douaniers aujourd'hui contre plus de 20.000 il y a dix ans.

Le mouvement s'est aussi traduit par quelques rassemblements en région, notamment à Nice ou Marseille, tandis qu'un ralentissement était constaté à un poste frontière avec la Suisse. M. Bock a évoqué un taux de grévistes de 50 à 70% dans les

services, certains étant complètement fermés.

Pour Diego Rizzo (CFDT), au-delà de la question de l'emploi, il s'agit de combattre un projet qui prévoit un "bouleversement de l'esprit de l'administration", en faisant de l'accompagnement des entreprises "le coeur de métier" des douaniers, au détriment du contrôle.

Les syndicats exigent, a expliqué Sébastien Gehan (CGT), l'arrêt des suppressions de postes et des fermetures de services, ainsi que la fin des réductions des budgets de fonctionnement.

Pour le syndicaliste, "on fait croire aux citoyens et aux consommateurs qu'ils sont protégés", mais "aujourd'hui, 99% des marchandises importées ou exportées en France ne sont pas contrôlées".

Or, il rappelle que les douaniers réalisent notamment 80% des saisies de contrefaçons, qu'il s'agisse de médicaments ou de jouets. "Si la douane s'effondre, ce sont les citoyens qui sont en danger", a-t-il prévenu.

En outre, a fait valoir M. Gehan, la douane est "une administration qui coûte très peu" et qui rapporte "15% des recettes de l'Etat", un fonctionnaire des douanes rapportant ainsi "sept fois plus que ce qu'il coûte à l'Etat".

Une délégation devait être reçue au ministère dans l'après-midi.

Dépêche AFP

La Côte - Genève

Genève: l'ire des douaniers français provoque des bouchons à Bardonnex - 21/11/2013

13h56 Genève -

Le Plan stratégique Douane 2018 ne convient pas au douaniers français. Ils le disent en faisant grève. Cette dernière provoque des bouchons à la frontière avec Genève, à Bardonnex, dans le sens Suisse-France.



Des ralentissements perturbent jeudi le passage de la douane de Bardonnex (GE) dans le sens Suisse-France. Les douaniers français, qui protestent contre un plan stratégique, bloquent deux des trois voies prévues pour le passage des véhicules. Les autres douanes de Suisse romande ne sont pas touchées.

Il faut compter un certain temps pour passer à Bardonnex, a indiqué Michel Bachar, porte-parole de l'administration fédérale des douanes de Romandie. Le mouvement de colère lancé par les syndicats français devrait se poursuivre dans l'après-midi.

La Plan stratégique Douane 2018 vise à restructurer l'administration des douanes. Il a été préparé par le ministère français de l'économie et des finances.

La Marseillaise

C'est un peu comme si l'on envoyait les policiers démanteler des réseaux de stupés des quartiers Nord avec des pistolets à eau. Le nouveau Plan Stratégique des Douanes (PSD) adopté par le gouvernement «fusionne», «réorganise», «redéfinit», «recentre» une administration qui pourrait implorer.

« Une réforme effectuée à des fins purement dogmatiques obéissant à une gestion comptable à courte vue » explique Laurent Belsola de la CGT. « le PSD est un plan de sabotage de la douanes » ajoute Axel Nalbone de FO. « Avec la perte de 400 fonctionnaires par an sur la France on assiste à des suppressions de services qu'on habille avec une réorganisations et des fusions », observe Pascal Tête-

Didier secrétaire régional de la CFDT. jeudi 21 novembre, l'appel à la grève était national (1 500 douaniers sur les 16 000 que compte encore l'hexagone ont manifesté devant Bercy à Paris) et intersyndical (CGT, FO, SNCD, CFDT, Solidaire et Unsa) avec un taux de gréviste sur l'interrégion marseillaise de 40%. Et le port de Marseille a beau être le premier de France en terme de conteneurs

et d'hydrocarbures, il a beau être une frontière maritime extra-communautaire aux risques de fraudes élevés, la ville ayant beau faire l'objet d'une attention annoncée comme prioritaire par le gouvernement avec un contexte économique morose, les fusions régulières d'unités de surveillance se soldent toujours



pas des soustractions. « A Marseille, ce sont 30% de nos effectifs qui ont été perdus depuis dix ans » explique la CGT dans un courrier au ministre de l'Intérieur. Et les missions habituelles, « le service public, la prévention, la lutte contre les trafics et fraudes, mais aussi le soutien et l'accompagnement des entreprises dans leur développement », ne sont plus tenables. Au niveau de l'Interrégion

méditerranée, 40 agents devraient disparaître par an, pour au moins les trois années à venir. Les brigades de Port de Bouc et de Port saint Louis du Rhône vont fusionner perdant au passage une quarantaine d'agents, comme celles de Marseille (Nord et Sud) qui maigriront d'une vingtaine d'agents de surveillance.

« Dans un contexte économique difficile, nos missions sont prioritaires au même titre que celles nécessaires à la sécurité intérieure et il n'est pas pensable qu'elles ne soient pas considérées comme telles » tonne le courrier au ministre.

Ainsi pendant que l'on donne enfin les moyens à la police d'essayer de démanteler les réseaux de stupéfiants qui pullulent à Marseille, on permet aux trafiquants d'importer autant de produit qu'ils le veulent. La politique du tuyau percé.

21/11/2013

Corse Matin

Une manifestation. Rare. ce jeudi, les douaniers basés à Porto-Vecchio ont participé à la mobilisation nationale contre le plan stratégique douanes 2014/2018.

En cause ? La suppression, prévue pour fin 2014, de la brigade garde-côtes qui assure la surveillance maritime pour tout le sud de la Corse. Le service qui devrait disparaître dans un peu plus d'un an, entraînerait la réaffectation de près de 15 personnes. « C'est un casse du service public », dénoncent les fonctionnaires mécontents qui rappellent qu'il y a deux ans, déjà, on fermait la recette des douanes dans la troisième ville de Corse. La brigade, spécialisée dans la lutte contre les grands

trafics (stupéfiants, armes, contrefaçons), l'immigration clandestine et la défense et protection du littoral, œuvre aujourd'hui de Propriano à Solenzara. « Aujourd'hui, nous souhaitons alerter la population. En supprimant notre bateau, on supprime la présence de l'État français dans tout le sud de l'île alors que les trafics ne cessent d'augmenter. Alors qu'il faudrait renforcer les moyens, l'État abandonne cette région ».

En Corse, le dispositif garde-côtes est, pour les douaniers en colère, déjà « sous-dimensionné par rapport au reste de la Méditerranée. Il n'y a que trois brigades pour 1 000 kilomètres de côtes ! À terme, comment feront Ajaccio et Bastia pour couvrir l'ensemble du territoire ? On départementalise le travail des douanes, ce

qui ne correspond absolument pas à la géographie locale ».

Banderoles, donc, et bateau à quai pour une équipe qui était hier soutenue par ses confrères de la brigade de surveillance chargée, elle, des contrôles à la sortie des ferrys, à l'aéroport, sur les routes ou pour les frets postaux. « On a déjà fermé un service, puis un autre. Qui dit qu'on ne fermera pas le troisième ? »



La suite au prochain numéro...

Rouge Bercy...!!

